

Les échanges extérieurs de la France en 1999

Un excédent toujours élevé

Brahim Laouisset et Micheline Vincent, division Échanges extérieurs, Insee

Pour la troisième année consécutive, la capacité de financement de la France est restée élevée. En 1999, elle a atteint 202 milliards de francs, soit 30,7 milliards d'euros. Le renchérissement des cours du pétrole a alourdi la facture énergétique de 16 milliards de francs, ce qui explique la moitié de la baisse de l'excédent commercial. Par contre, le solde touristique (91,5 milliards de francs) a progressé très fortement et l'amélioration du solde des intérêts et dividendes a permis de réduire de 15 milliards de francs le déficit des opérations de répartition. La contribution du commerce extérieur à la croissance s'est redressée au cours du second semestre.

En 1999, le solde des échanges entre la France et l'étranger - sa capacité de financement - s'élève à 201,6 milliards de francs (30,7 milliards d'euros), soit 2,3 % du PIB (graphique 1 et tableau 1). Ce résultat, supérieur à celui de l'année 1998, est très proche du niveau record atteint en 1997 (208,1 milliards de francs). Il s'inscrit dans un environnement international

favorable, notamment une croissance mondiale plus forte que prévue. Néanmoins, les échanges commerciaux de la France ont nettement ralenti en 1999.

Réduction de l'excédent des échanges de biens mais maintien à un haut niveau

L'excédent des échanges extérieurs de biens s'est contracté de près de 30 milliards de francs en 1999. Il se maintient cependant à un haut niveau avec 92 milliards de francs, soit le troisième excédent de la décennie. Si, en moyenne annuelle, la croissance des exportations a été limitée à 3,7 % en volume, après 8,7 % en 1998 et même 11,9 % en 1997, c'est qu'il a fallu attendre le deuxième trimestre pour assister à une reprise de la demande mondiale après le ralentissement conjoncturel de l'hiver 1998-1999. L'amélioration de la compétitivité-prix des produits français, due à la dépréciation continue de l'euro face au dollar et à la livre, a contribué à la reprise des exportations en fin d'année. Les importations ont été soutenues par une demande intérieure dynamique, tant du côté de la consommation des ménages que de l'investissement des entreprises. En volume, elles ont crû de 5 %, rythme supérieur à celui des exportations. En valeur l'écart s'est encore creusé : le brutal renchérissement des

① Soldes entre la France et l'extérieur

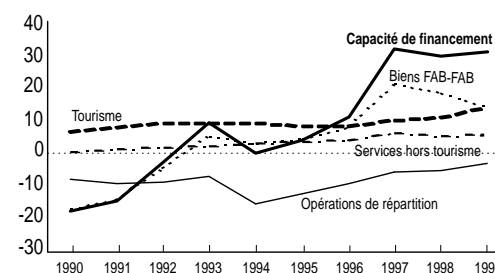
En milliards d'euros

	Solde extérieur			
	1996	1997	1998	1999
Biens FAB-FAB	7,7	21,2	18,4	14,1
Services (hors tourisme)	4,1	6,0	5,4	5,8
Tourisme	8,3	10,2	10,9	13,9
Opérations de répartition	-9,3	-5,7	-5,3	-3,0
Capacité de financement	10,8	31,7	29,5	30,7

Source : comptes de la nation, base 95 - Insee

① Capacité de financement de la nation

En milliards d'euros



Source : comptes de la nation, base 95 - Insee

cours du pétrole à partir de mars 1999, conjugué à la hausse du dollar, a alourdi la facture énergétique de la France de 16 milliards de francs, soit la moitié de la baisse de l'excédent commercial.

Une contribution plus forte au second semestre

Après une année 1998, où les échanges internationaux ont été fortement freinés par la crise asiatique et son extension à d'autres économies émergentes, le commerce mondial a accéléré dès la fin du deuxième trimestre 1999. Contrairement à l'année précédente, la contribution des échanges extérieurs à la croissance a été légèrement positive en moyenne annuelle (+0,2). Faible en début d'année, elle est devenue forte au cours du second semestre avec une contribution

de 0,5 point pour une croissance du PIB de 1,7 % (graphique 2). Cette reprise est due au dynamisme des exportations de biens d'équipement, en particulier d'Airbus, d'automobiles (notamment vers l'Espagne) et de produits agro-alimentaires (en particulier vers le Royaume-Uni), surtout au troisième trimestre.

Forte progression des flux pour l'automobile

Pour l'automobile, la progression des flux a été très vive. Les exportations ont bénéficié d'une excellente conjoncture européenne : elles progressent en valeur de 6,5 %, grâce à des ventes particulièrement dynamiques en direction de l'Espagne et de l'Italie. Les importations de véhicules ont encore plus fortement augmenté (+11 %) : la demande

intérieure a été notamment soutenue par le bas niveau des taux d'intérêt. Bien qu'en retrait de 5,7 milliards de francs par rapport à 1998, l'excédent des échanges dépasse encore 50 milliards de francs (tableau 2).

L'excédent des échanges de biens d'équipement se contracte de 12,6 milliards de francs mais se maintient toujours à un haut niveau (54,7 milliards de francs). Les produits de communication restent dynamiques : les ventes de téléphones mobiles augmentent de 30 % et les achats de 80 %, avec un solde stable à 8 milliards de francs. L'excédent de la branche aéronautique dépasse 50 milliards de francs grâce à des ventes exceptionnelles d'Airbus en 1999 : 166 appareils exportés depuis la France pour une valeur de 65 milliards de francs (+21 %). En revanche, le déficit des échanges de matériels informatiques se creuse (- 31 milliards de francs) et le solde des biens d'équipement mécanique, bien que toujours positif, est à son plus bas niveau depuis 1993 (4 milliards de francs), date à laquelle il était devenu excédentaire.

L'excédent des produits agro-alimentaires est resté stable et les flux d'échanges ont très légèrement baissé. Cette stabilité globale masque de fortes disparités. Les exportations de boissons ont crû de 6 %. Celles de champagne ont explosé (+ 35 %) en raison des festivités de l'an 2000 : les progressions les plus importantes concernent le Royaume-Uni (+ 50 %), les États-Unis (+ 50 %) et le

② Le compte du « Reste du monde » en 1998 et 1999

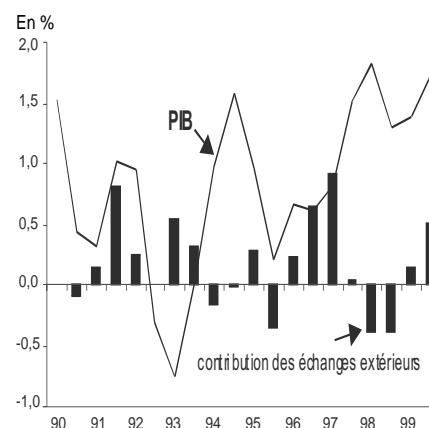
En milliards de francs courants

	Solde 1998	Solde 1999	Exportations 1999	Importations 1999
Biens FAB-FAB	120,9	92,1	1862,4	1770,3
Biens CAF-FAB	96,2	65,0	1862,4	1797,4
Agriculture	12,1	15,3	66,3	51,0
Industrie Agro-alimentaire	47,1	47,1	177,3	130,3
Énergie	-62,3	-78,2	50,2	128,4
Produits manufacturés	99,3	81,0	1568,6	1487,6
dont : Biens de consommation	-25,4	-23,1	257,5	280,6
Automobile	59,6	53,9	250,4	196,5
Biens d'équipement	67,3	54,7	475,1	420,4
Biens intermédiaires	-0,5	-4,5	585,6	590,1
Tourisme	71,6	91,5	200,2	108,7
Services hors tourisme	35,5	37,9	239,3	201,4
Négoce et commissions	13,2	15,7	31,9	16,2
Transports	8,2	7,8	63,9	56,1
Télécommunications	-0,1	0,6	5,7	5,1
Services rendus aux entreprises	20,1	16,7	113,7	97,0
Activités culturelles et récréatives	-3,6	-3,1	9,9	13,0
Services d'assurances	-2,1	-0,8	5,2	6,0
Organismes financiers	-0,2	1,1	9,1	8,0
Opérations de répartition	-34,3	-19,9	///	///
dont : Rémunération des salariés	10,2	10,8	23,4	12,6
Impôts sur la production et les importations (dont TVA communautaire)	-52,9	-52,1	///	52,1
4ème ressource	-39,1	-39,5	///	39,5
Subventions	62,5	62,3	62,3	///
Coopération internationale courante	-8,2	-5,9	22,1	28,0
Revenus de la propriété	13,7	25,6	374,9	349,3
Primes nettes d'assurance	2,5	2,6	7,0	4,4
Indemnités d'assurance	-5,9	-7,6	4,1	11,7
Autres transferts courants	-1,3	-0,3	37,1	37,4
Autres transferts en capital	-3,0	-1,9	-0,1	1,8
Capacité de financement	193,3	201,6	///	///

Source : comptes de la nation, base 95 - Insee

② Contribution du solde des échanges extérieurs à la croissance du PIB

Données semestrielles CVS-CJO en volume



Source : comptes de la nation, base 95 - Insee

Canada (+ 100 %). À l'opposé, les ventes des autres produits alimentaires se sont repliées (-10 %).

Les échanges de produits agricoles ont dégagé un excédent en hausse de 3 milliards de francs par rapport à l'année 1998. La reprise des exportations de céréales a été très nette vers l'Union européenne, première zone cliente, en particulier l'Italie et la Grèce. Elle s'est accentuée également vers les pays du Moyen-Orient et la Russie.

Le solde des biens intermédiaires s'est dégradé de 5 milliards de francs ; les flux d'échanges, généralement dynamiques, ont très peu augmenté en 1999. Cependant, une reprise du commerce des biens intermédiaires se dessine depuis le creux de la fin d'année 1998 ; elle est parallèle à la remontée des cours des produits de base.

Les exportations de biens de consommation ont continué leur progression (+ 6,3 %). Le déficit des échanges s'est ainsi réduit de 2,2 milliards de francs, malgré la hausse des importations, tirée par la consommation des ménages. Le principal secteur responsable de cette amélioration est la pharmacie-parfu-

merie dont l'excédent a atteint un niveau record en 1999 (43 milliards de francs).

Excédent en hausse avec l'Union européenne

C'est avec les pays de l'Union européenne que les flux ont été les plus dynamiques. L'excédent commercial réalisé avec eux dépasse 80 milliards de francs, soit 15 milliards de plus qu'en 1998. Ce gain est comparable à celui enregistré pour nos échanges au sein de la zone Euro (tableau 3). Les échanges ont été soutenus avec l'Espagne (+ 10 % en exportations) et le Royaume-Uni, avec lesquels la France consolide son excédent. En contrepartie, les exportations vers l'Allemagne ont stagné et les importations en provenance de l'Italie ont légèrement baissé. Les échanges avec les États-Unis ont été soutenus : l'évolution du change ainsi que le maintien de la croissance outre-Atlantique ont favorisé les exportations. Le déficit commercial (-14,3 milliards de francs) a été réduit de 2 milliards de francs. Les exportations vers les zones émergentes

sont plutôt en retrait. Pour la Russie notamment, elles sont inférieures de 22 % à leur niveau de 1998 et même de 47 % par rapport à l'année 1997. Moins engagée en Asie que ses partenaires européens, la France a moins bénéficié de la reprise économique de cette zone, tout comme elle avait été moins touchée par la crise.

Boom du solde touristique

Après une année 1998 où la coupe du monde de football avait porté le solde touristique à 71,6 milliards de francs, un tassement était possible. Au contraire, le rythme de croissance des recettes s'est accéléré (+ 13,3 %) tandis que celui des dépenses a été beaucoup plus modéré. Sans événement majeur au cours de cette année, l'excédent a atteint un niveau record de 91,5 milliards de francs. L'image de la France, fortement médiatisée lors de la coupe du monde, a attiré un nombre croissant de visiteurs étrangers. L'augmentation des recettes touristiques provient essentiellement des touristes européens. Les plus fortes progressions concernent les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne. La forte hausse du dollar n'a pas entraîné un afflux de touristes américains.

3 Les principaux partenaires commerciaux de la France en 1999

En milliards de francs

	Soldes 1998	Soldes 1999	Exportations de biens FAB	Importations de biens CAF
Union européenne	66,0	80,6	1195,5	1114,9
<i>dont : zone euro</i>	<i>9,1</i>	<i>27,1</i>	<i>923,0</i>	<i>895,9</i>
OCDE (hors UE)	-21,3	-16,4	309,7	326,1
Reste du monde	51,4	0,7	357,2	356,4
Allemagne	-8,1	-15,9	289,2	305,1
Belgique et Luxembourg	6,6	11,0	140,8	129,8
Espagne	34,5	46,4	172,9	126,5
Italie	-7,5	-4,2	167,4	171,6
Pays-Bas	-4,4	-4,7	86,1	90,8
Royaume-Uni	36,9	40,1	189,7	149,6
Suisse	19,1	25,3	67,9	42,6
États-Unis	-16,3	-14,3	141,6	155,9
Japon	-29,0	-35,5	28,0	63,5
Chine	-22,9	-29,5	20,1	49,6

Source : Douanes - Insee (comptes de la nation, base 95)

Réduction importante du déficit des opérations de répartition

Pour la quatrième année consécutive, le solde des opérations de répartition (cf. Pour comprendre ces résultats) s'est réduit, passant de -34,3 milliards de francs en 1998 à -19,9 milliards de francs en 1999. L'essentiel de cette amélioration s'explique par l'évolution des revenus de la propriété : intérêts, dividendes et bénéfices réinvestis ; l'excédent est passé de 13,7 à 25,6 milliards de francs. La baisse des intérêts reçus (-6,6 %) a été plus faible que celle des intérêts versés (-9,9 %) et la hausse des dividendes reçus (+ 16,6 %) a été plus forte que celle des dividendes versés (+ 10 %). Cet effet de ciseau est la conséquence de l'accumulation des placements à l'étranger, effectués par les résidents depuis plusieurs années, conjuguée à la baisse des taux d'intérêt depuis 1996. Après la forte hausse des bénéfices réinvestis en 1998 (+ 34,3 % pour les investissements français à

l'étranger et + 51 % pour les investissements étrangers en France), l'année 1999 marque le pas avec une baisse comparable des deux flux (8 %) qui se traduit par une très légère contraction de l'excédent. Le solde des services de construction recule de 2,4 milliards de francs, à la suite de l'achèvement de plusieurs grands chantiers à l'étranger et du ralentissement de l'économie mondiale fin 1998, peu propice à la signature de

nouveaux contrats. La stabilité des subventions masque des mouvements contraires de faible amplitude : les restitutions à l'exportation sur les céréales progressent, les prises en charge des frais de stockage diminuent, de même que les restitutions à la production sur les céréales au profit de celle des oléagineux. Les droits de douane, la cotisation sur les sucres et la TVA communautaire sont en légère diminution.

Dans l'ensemble, les transferts courants divers ont peu évolué. Le montant de la « quatrième ressource » (calculée en fonction du Produit national brut - cf. Pour comprendre ces résultats) est stable à 39,5 milliards de francs. Seules, les recettes de coopération internationale ont évolué (+ 11 %) et ont permis de réduire légèrement le déficit global de ces transferts.

La balance commerciale des Douanes, la balance des paiements et la nouvelle base des comptes nationaux

Bien que fondés sur les mêmes statistiques douanières, les échanges de biens du compte du « Reste du monde » et la ligne « importations et exportations » de la Balance des paiements présentent un écart de solde important (tableau ci-dessous). Il traduit d'une part des différences méthodologiques, d'autre part des différences d'évaluation de certaines corrections à apporter aux données douanières.

En particulier, les flux totaux du commerce extérieur sur les marchandises sont mesurés FAB (franco à bord), c'est-à-dire hors frais de transport et d'assurance au-delà des frontières du pays exportateur. L'estimation de ces coûts, inclus dans les données douanières pour les importations (mesurées CAF - coût assurance fret), diffère de 25,6 milliards de francs pour l'année 1999. Cette divergence explique plus de la moitié de l'écart total (48,3 milliards).

Les importations de biens détaillées par produit ou pays d'origine restent cependant mesurées CAF ; les frais de transport et d'assurance ne sont estimés que pour les flux globaux.

Soldes 1999 en milliards de francs

Balance commerciale FAB-FAB (Douanes)	132,8	Balance commerciale FAB-FAB (Douanes)	132,8
+ corrections (échanges sans paiement)	-2,2	+ écart sur correction CAF-FAB	-25,6
+ autres corrections (travail à façon, réparation, avitaillement,...)	+ 9,8	+ réparation des biens d'équipement	+ 1,3
		+ correction des échanges intra-communautaires	-7,1
		+ autres corrections	-9,3
= Solde des échanges de biens FAB-FAB (Balance des paiements, Banque de France)	140,4	= Solde des échanges de biens FAB-FAB (Comptabilité nationale, Insee)	92,1

Pour comprendre ces résultats

On distingue deux types d'opération de répartition :

les opérations de répartition du revenu, qui expliquent la formation du revenu disponible des différentes unités économiques, et les transferts en capital, qui constituent des opérations de répartition du patrimoine. Le compte du « Reste du monde » retrace les flux de ces opérations en emplois (crédits) lorsqu'il s'agit d'un versement d'une unité non résidente à une unité résidente et en ressources (débits) dans le cas contraire. Les données sont issues de la balance des paiements et de la Comptabilité Publique (comptes de l'État et de la sécurité sociale).

Le financement des communautés européennes est assuré par le reversement de la part des États membres des droits de douane et des prélèvements agricoles, complété par une contribution assise sur des recettes de TVA reconstituées sur une base de réglementation comparable. Depuis 1987, il comprend également une « quatrième ressource » supportée par les États membres au prorata de leur Produit national brut.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE-CNGP, B.P. 2718, 80027 AMIENS CEDEX 01

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2000

1 an, 60 numéros = 530 F (France)
80,80 €

663 F (Europe)
101,07 €

827 F (Reste du monde)
126,08 €

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Francs par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ F.

Date : _____ Signature _____

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Paul Champsaur
Rédacteur en chef :
Daniel Temam
Rédacteurs : J.-W. Angel,
C. Dulon, A.-C. Morin,
S. Tagnani
Maquette : J. Traguany
Code Sage IP00719
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2000

